

DÉCLARATION LIMINAIRE

Monsieur l'Inspecteur d'académie, Mesdames et Messieurs les membres du CSA du Haut-Rhin,

En cette rentrée scolaire 2026, la CFDT Éducation Formation Recherche Publiques Alsace souhaite tout d'abord saluer l'engagement des personnels qui, une nouvelle fois, ont permis que les élèves retrouvent le chemin de l'école dans les meilleures conditions possibles.

Enseignantes et enseignants, directrices et directeurs, AESH, personnels administratifs, personnels des circonscriptions, chef.fe.s d'établissements, personnels de vie scolaire : chacun a, une fois encore, fait preuve d'un professionnalisme et d'un engagement remarquables.

L'École tient parce que les personnels tiennent et vont bien au delà de leurs fonctions et de leurs missions.

Il serait bon, à l'heure où les promesses électorales fleurissent de ne jamais perdre de vue cette réalité très concrète.

La rentrée 2026 est marquée par une baisse importante des effectifs scolaires. Cette baisse démographique est préoccupante pour notre pays. Pour la CFDT en matière d'éducation, elle est cependant l'occasion de **réduire réellement les effectifs partout où les besoins sont les plus importants**, notamment dans l'éducation prioritaire, et de renforcer les moyens consacrés à l'inclusion, au remplacement, à la formation et à l'accompagnement des équipes.

Elle ne doit pas devenir une simple variable d'ajustement permettant de faire des économies ou de financer enfin notre revalorisation salariale.

Nous voulons également rappeler ici la situation particulière des directrices et directeurs d'école.

Ils et elles sont devenus les chefs d'orchestre d'un système qui leur fournit de plus en plus de partitions, de plus en plus d'injonctions et de moins en moins de temps pour jouer la musique.

Gestion administrative, inclusion, relations avec les familles, sécurité, ressources humaines, suivi des élèves à besoins particuliers, dispositifs successifs, enquêtes, formation des collègues, applications numériques, récupération des livrets d'évaluations : **la charge ne cesse d'augmenter.**

Et pourtant, les moyens humains restent largement insuffisants.

La reconnaissance du métier de directrice ou directeur ne peut pas se limiter à quelques mesures indemnitaires ou à des discours sur le leadership.

La CFDT demande **du temps, une revalorisation salariale, des moyens et un véritable soutien administratif et humain.**

Une école ne devrait pas dépendre de la capacité d'une directrice ou d'un directeur à travailler le soir, le week-end et pendant les vacances pour absorber ce que l'institution ne peut plus absorber ou pour compenser des outils numériques défaillants.

En cette année électorale et face à la montée de l'extrême droite, la CFDT réaffirme son attachement au principe fondamental selon lequel **l'école est un droit pour tous les enfants**. Les évolutions des politiques migratoires et les instructions visant les personnes étrangères ne doivent pas conduire à fragiliser ce principe.

La CFDT restera donc particulièrement vigilante face à toute politique susceptible de remettre en cause l'accueil inconditionnel des élèves, quelle que soit leur origine ou la situation administrative de leur famille.

L'École de la République doit être un lieu de protection, d'émancipation et de droits. Pour toutes et tous.

Enfin, cette rentrée ne peut pas être dissociée du contexte social et budgétaire.

La CFDT refuse cette logique qui consiste à demander toujours davantage à celles et ceux qui font fonctionner les services publics tout en leur expliquant que les contraintes budgétaires rendent impossible toute amélioration de leurs conditions de travail.

On ne peut pas demander aux personnels de faire toujours plus avec toujours moins et appeler cela une politique d'attractivité.

La revalorisation des carrières, l'amélioration des conditions de travail, le développement de la formation, le renforcement de l'école inclusive et la reconnaissance du travail des personnels nécessitent des moyens.

Pour la CFDT, il est temps de changer de logique.

Nous voulons une École qui investisse réellement dans ses personnels et dans ses élèves.

Une École qui donne du temps plutôt que des injonctions.

Une École qui accompagne plutôt qu'elle ne culpabilise.

Une École qui considère l'inclusion comme un investissement collectif et non comme une charge supplémentaire pour les équipes.

Une École qui fasse confiance aux personnels plutôt que de multiplier les dispositifs et les contrôles.

Et, plus largement, nous voulons une politique sociale et budgétaire qui ne fasse pas une nouvelle fois peser les efforts sur les salarié.e.s, les agents publics, les retraité.e.s, les plus précaires et celles et ceux qui ont déjà le moins.

La justice sociale ne peut pas être une variable d'ajustement budgétaire.

Face à cette situation, la CFDT, aux côtés d'autres organisations syndicales, appelle les personnels à se mobiliser **le 29 septembre prochain**.

Cette mobilisation sera l'occasion de rappeler que les services publics sont un investissement pour notre avenir collectif.

Notre engagement syndical reste donc constant : porter la voix des personnels, défendre leurs droits, améliorer leurs conditions de travail et construire un service public d'éducation juste, ambitieux et accessible à toutes et tous.

La CFDT sera, comme toujours, **vigilante, déterminée et force de propositions**.